



**HAL**  
open science

## Trois regards sur le mouvement des “ Gilets jaunes ”

Olivier Fillieule, Samuel Hayat, Sylvie Monchatre

► **To cite this version:**

Olivier Fillieule, Samuel Hayat, Sylvie Monchatre. Trois regards sur le mouvement des “ Gilets jaunes ”. Nouvelle Revue du travail, 2020, La nouvelle revue du travail, 10.4000/nrt.7377. hal-03049895

**HAL Id: hal-03049895**

**<https://hal.univ-lille.fr/hal-03049895>**

Submitted on 10 Dec 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

## Trois regards sur le mouvement des « Gilets jaunes »

*Three views on the 'Yellow Jackets' movement*

*Tres miradas sobre el movimiento de los "Chalecos amarillos"*

Olivier Fillieule, Samuel Hayat et Sylvie Monchatre

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/nrt/7377>

DOI : 10.4000/nrt.7377

ISSN : 2263-8989

### Éditeur

Nouvelle revue du travail

Ce document vous est offert par Université de Lille



### Référence électronique

Olivier Fillieule, Samuel Hayat et Sylvie Monchatre, « Trois regards sur le mouvement des « Gilets jaunes » », *La nouvelle revue du travail* [En ligne], 17 | 2020, mis en ligne le 01 novembre 2020, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/nrt/7377> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/nrt.7377>

---

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.



*La Nouvelle Revue du Travail* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# Trois regards sur le mouvement des « Gilets jaunes »

*Three views on the 'Yellow Jackets' movement*

*Tres miradas sobre el movimiento de los "Chalecos amarillos"*

Olivier Fillieule, Samuel Hayat et Sylvie Monchatre

---

- 1 Le mouvement des « Gilets jaunes », surgi en France à l'automne 2018, ne pouvait laisser la Nouvelle Revue du Travail indifférente. Que peuvent en dire les sociologues ? À partir de quel rapport entretenu avec ce mouvement et ses participants ? Comment étudier « à chaud » un tel mouvement ? Quelle est la place du travail dans sa dynamique ? Cette controverse réunit une sociologue du travail (Sylvie Monchatre) un sociologue des mouvements sociaux (Olivier Fillieule) et un historien des idées politiques (Samuel Hayat). Elle a été composée à partir d'un premier échange enregistré, intervenu le premier novembre 2019, entre Sylvie Monchatre et Samuel Hayat, et animé par Paul Bouffartigue au nom de la NRT. Olivier Fillieule, y a ensuite réagi au travers d'une contribution écrite, comportant des références bibliographiques.

**LA NRT (PAUL BOUFFARTIGUE) :** comment en êtes-vous venus à travailler sur/vous impliquer dans le mouvement des Gilets jaunes ? Autrement dit, « d'où parlez-vous » aujourd'hui ?

**Sylvie Monchatre :** Avant tout, je ne me suis pas intéressée à ce mouvement en tant que sociologue, je m'y suis retrouvée engagée. Quand il a démarré, je me suis évidemment posée des questions. Mais ces classes populaires mobilisées dans la rue, avec constance, tous les samedis, m'ont donné envie de les rejoindre, ce que je n'ai pu faire qu'à partir de fin janvier 2019. J'ai commencé à participer aux manifestations du samedi, j'y ai découvert le foisonnement de revendications écrites sur les Gilets et j'ai commencé à prendre des photos. Mais je ne voulais pas les prendre à la volée, « à couvert », donc je me suis mise à demander l'autorisation de prendre les Gilets en photo. C'est comme ça qu'ont commencé mes échanges avec les Gilets jaunes, car une fois les photos prises, ils commentaient ce qui était écrit ou dessiné au dos de leur gilet. Je me suis retrouvée à faire des entretiens « sauvages ». Je n'ai rien enregistré, c'était inimaginable. C'était d'ailleurs moins des entretiens que des conversations, dans lesquelles je les écoutais jusqu'à ce qu'ils me demandent pourquoi j'étais là, moi

aussi. Et je leur disais la vérité, que j'étais enseignante, sociologue et que je me retrouvais dans ce mouvement car j'en partageais les revendications.

Mais mon métier de sociologue m'a évidemment rattrapée, car ces « entretiens sauvages » m'ont permis de découvrir que les Gilets jaunes appartenaient largement au salariat des services marchands sur lesquels j'étais en train de monter un projet de recherche. Les Gilets jaunes de Lyon ne s'y limitent pas. J'y ai découvert des ouvriers, actifs ou retraités, des militants « de base » et revendiqués comme tels, notamment de la CGT – qui ne comprenaient d'ailleurs pas que leur centrale ne soutienne pas ce mouvement. Mais aussi des agents des services publics, des cadres, des enseignants, des bibliothécaires, des retraités, des artistes, des cadres du privé reconvertis, des agriculteurs, des jeunes ouvriers de l'artisanat et du bâtiment, des agents de sécurité, des chauffeurs-livreurs, des jeunes précaires et surtout... beaucoup de femmes : des aides à domicile, des aides-soignantes, des ATSEM, des assistantes de vie scolaire, des employées de restauration. Le salariat des services marchands était donc largement représenté – et il continue d'être très présent dans ce mouvement. Je me suis donc mise à faire connaissance avec les Gilets jaunes à Lyon, non seulement les samedis, mais ensuite aux assemblées du lundi soir à la Bourse du Travail, à la commission « revendications » du mardi soir, sur le rond-point de la Croix Rousse en mai-juin-juillet 2019, lors d'opérations péages gratuits à l'entrée des parkings (privés) des hôpitaux publics ; et, à partir de septembre 2019, sur les points de signature pour le référendum contre la privatisation d'ADP, jusqu'aux manifestations contre la réforme des retraites. Enfin, avec une de mes collègues, Marie-Thérèse Têtu, nous nous sommes mises au service du mouvement. Cela s'est notamment traduit par la réalisation de portraits de Gilets jaunes pour le site « Printemps Jaune », qui est le site des Gilets jaunes de Lyon – et plus particulièrement pour alimenter la rubrique « Paroles de Gilets » par une sous-rubrique intitulée : « Sous les Gilets, la vie »<sup>1</sup>.

Voilà donc « d'où je parle » : du dedans, et sur la base d'une enquête... qui n'en est pas une en ce sens qu'elle repose sur un engagement et non, à ce stade, sur un dispositif structuré de recueil de données.

**LA NRT :** tu pourrais préciser comment tu t'appuies sur un travail en réseau avec d'autres collègues, à Lyon ou ailleurs ?

**S. M :** Avec ma collègue, nous avons rencontré les membres du groupe Gilets jaunes de TRIANGLE ceux qui ont exploité les données du « vrai débat »<sup>2</sup>. De notre côté, nous avons participé à la commission revendication des Gilets jaunes de Lyon, qui a organisé des « débats populaires » et fait émerger un certain nombre de thèmes prioritaires. Une jonction semblait possible pour dégager des revendications convergentes avec les données du « vrai débat », mais cela n'a pas vraiment pris. Les Gilets jaunes ne fonctionnent pas comme un mouvement social ordinaire, uni derrière une plateforme de revendications stabilisées qui seraient portées par des représentants. Ils sont porteurs de revendications plus larges dont on peut dire qu'elles ont en commun de dénoncer le déni des problèmes soulevés par l'hégémonie du capitalisme financier. Même si ce terme de capitalisme divise au sein des Gilets jaunes car il apparaît trop connoté politiquement, il s'agit bien de la mise en cause de ce que l'on pourrait également appeler les politiques néolibérales. Mais sinon, je n'ai pas été au contact d'autres initiatives locales d'étude du mouvement, par exemple celle des doctorants du laboratoire Triangle, qui ont travaillé sur le campement de « Corsieux »<sup>3</sup>. Pour ma part, je ne suis au contact que des Gilets jaunes de Lyon.

**LA NRT :** Même question pour Samuel : d'où parles-tu ?

- 2 **Samuel Hayat :** Je parle principalement à partir de deux positions : d'abord, en tant que simple militant allant dans les mouvements sociaux en général, et découvrant les manifestations parisiennes du samedi. La manifestation du 1<sup>er</sup> décembre à Paris, à laquelle j'étais allé, sans trop d'attentes, avait eu lieu le même jour qu'une manifestation antiraciste, de l'autre côté de Paris. J'étais donc passé d'une manifestation bien balisée, habituelle, au rassemblement des Gilets jaunes aux Champs-Élysées. J'ai été tout de suite frappé par le décalage radical entre une manifestation prenant des formes classiques, où on se retrouve entre militants, et une situation ne ressemblant en rien à une manifestation, et qui m'a semblé à la fois familière et étrangère. Étrangère, du fait de l'absence de ces choses auxquelles nous sommes habitués dans les manifestations : pas de slogans, pas de tracts, d'autocollants, de banderoles, pas de cortège, seulement des petits groupes, un peu partout dans le quartier, et des scènes de casse d'une intensité rare. Et en même temps, cette ambiance m'était familière, non en tant que militant, mais en tant qu'historien – la deuxième position à partir de laquelle je rencontre ce mouvement. Rapidement, ce qui me frappe, plus intellectuellement que politiquement, est l'espèce d'écho que j'ai l'impression de voir avec la manière dont je m'imagine les événements révolutionnaires du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment la révolution de 1848 sur laquelle j'ai travaillé. Il me semble reconnaître quelque chose : une certaine pratique du soulèvement. Mais c'est un écho immédiatement déformé, car si les soulèvements ont lieu au XIX<sup>e</sup> siècle dans les quartiers populaires, là cela se fait au centre du Paris de la puissance, où sont concentrés les lieux et les symboles du pouvoir de la bourgeoisie. Cela donne au soulèvement une grande radicalité, mais empêche le devenir insurrectionnel typique des soulèvements du XIX<sup>e</sup> siècle, fondés sur des solidarités locales de la part de personnes reprenant le contrôle de leur propre quartier.

Au-delà de la manifestation, d'autres éléments du mouvement me font dès le départ penser à un passé qui m'était familier, en particulier la volonté constante, chez les Gilets jaunes que je rencontrais, écoutais ou lisais, de faire l'unité. Cette volonté unitaire amène alors des personnes avec des opinions politiques et des valeurs tout à fait différentes à accepter de mettre entre parenthèses leurs croyances, et de ne pas aborder certains sujets, pour faire peuple et lutter ensemble. Or au moment où commence le mouvement, je viens de finir une recherche sur les mineurs du Nord au XIX<sup>e</sup> siècle, où je m'intéresse à la politique ouvrière avant l'apparition des syndicats. Cela se fait dans le cadre d'un projet collectif avec des médiévistes et des modernistes sur les « politiques du commun »<sup>4</sup>. Ce qui nous anime est de mettre au jour une forme de politique qui a comme effet de construire la communauté en mettant en avant le commun plutôt que ce qui divise, qui fonde plutôt la politique partisane. Et pour moi les Gilets jaunes font immédiatement écho à cette politique du commun, l'unité du peuple contre les puissants, une idée que l'on retrouve souvent dans les mondes médiévaux et modernes et que je retrouve chez les mineurs d'Anzin, qui se construisent comme un groupe unifié contre la direction de la mine, ce qui passe par l'invisibilisation des divisions internes au monde des mineurs. J'ai donc l'impression de voir, avec les Gilets jaunes, ce double passé faire irruption dans le présent, celui des insurrections urbaines et celui d'une forme unitaire de politique, invisibilisée dans ce que Jane Mansbridge appelle la démocratie adversariale, constitutive du champ politique contemporain<sup>5</sup>.

C'est donc à la rencontre de cet intérêt militant et de cet intérêt historien que je me retrouve à vouloir dire quelque chose sur ce que je vois. Ça m'amène à écrire un billet de blog, puis un deuxième<sup>6</sup>. J'avais en tête de faire quelque chose comme écrire une histoire immédiate du mouvement – un projet finalement avorté mais qui m'amène pendant quelques mois à constituer de l'archive, de différentes manières : en allant aux manifestations, à quelques ronds-points, en rencontrant des Gilets jaunes et en essayant de suivre un peu le rythme de la production incroyablement fournie de matériel sur les réseaux sociaux.

**Olivier Fillieule** : J'étais en congé sabbatique au semestre d'automne 2018 et en Amérique du Nord lorsque le mouvement a commencé. Un décès dans mon entourage m'a conduit à anticiper mon retour, mi-novembre, et comme j'étais en Charolais, j'ai commencé de me rendre sur le rond-point de la gare de TGV du Creusot-Montchanin. Là, deux choses m'ont frappé d'emblée. D'une part, à considérer les personnes rassemblées sur ce giratoire, j'avais le sentiment d'assister à un tableau vivant d'un livre de Camille Peugny dans lequel l'auteur faisait un constat sans appel sur l'approfondissement des inégalités sociales en France ces dernières décennies<sup>7</sup>. Je retrouvais, rassemblées autour d'un ras-le-bol longtemps contenu, les mêmes catégories socio-professionnelles que l'analyse statistique des données INSEE désignait comme les grandes perdantes de la marche forcée vers le libéralisme. Autrement dit, derrière leur hétérogénéité (tous les commentateurs ont en effet souligné la co-présence sur les ronds-points d'une foule bigarrée de petites indépendant·es propriétaires de leur outil de travail, d'auto-entrepreneur·ses, de salariées, de personnes en recherche d'emploi ou exclues du marché de l'emploi de manière permanente), les Gilets jaunes avaient en commun leurs conditions matérielles d'existence, soit la faiblesse des revenus et les difficultés à boucler les fins de mois, déterminant une proximité des styles de vie ; le sentiment partagé d'une dégradation accélérée de ces conditions d'existence, souvent renforcé par une ou des expériences les ayant placées, momentanément ou durablement, dans une situation de vulnérabilité non prise en charge par un Etat social jugé défaillant ; le sentiment aigu, enfin, d'être enfermées dans un destin dont toute perspective de mobilité intra et intergénérationnelle est absente.

D'autre part, et ce point découle du précédent, j'ai aussi été frappé par le fait, patent dès les premières conversations, que cette irruption de colère ne tournait de loin pas qu'autour des questions de limitation de vitesse, de prix de l'essence et du business des radars autoroutiers. Si fin novembre ces thèmes sont les plus en vue dans les conversations, elles ne s'y résument pas. En réalité, on assiste plutôt au début du mouvement à une libération cathartique de la parole, nombre de personnes trouvant dans le récit de leurs difficultés le moyen de sortir d'une spirale de la honte et de la culpabilité. Une litanie que les journalistes et les commentateurs ont très vite, trop vite, rangé du côté de la *phoné* plutôt que du *logos*, du côté du cri plutôt que de la revendication structurée, alors même que, me semble-t-il, la mobilisation s'articule dès le départ autour d'un tryptique solide : la révolte face à une taxation de plus en plus inégalitaire, dont la contrepartie – Etat social et services publics – est détricotée, le tout sous l'accolade d'une dépossession démocratique au profit d'un bloc élitaire. Trois dimensions intriquées que le concept Thompsonien d'"économie morale", mobilisé au début du mouvement par Samuel Hayat, résume bien. Et dont la combinaison n'est donc pas inédite.

Il reste que mon intérêt s'est d'abord porté sur les modalités du maintien de l'ordre. L'occupation de milliers de ronds-points sur quasiment tout le territoire a posé un problème conséquent de gestion de l'ordre public, à quoi se sont ajoutées les manifestations du samedi dont on sait le tour émeutier qu'elles ont prises à Paris et dans plusieurs métropoles régionales. Je travaille sur le maintien de l'ordre depuis une trentaine d'années et avec mon collègue et ami Fabien Jobard, nous avons engagé à la suite des manifestations contre la loi travail en 2016 un travail d'interpellation des pouvoirs publics sur un ensemble d'évolutions des doctrines d'emploi et des stratégies déployées sur le terrain<sup>8</sup> conduisant selon nous à une « brutalisation » du maintien de l'ordre<sup>9</sup>. J'ai d'ailleurs bien vite délaissé les ronds-points charolais pour suivre plutôt les manifestations du samedi à Paris, dont la morphologie m'a vraiment sidéré. Là encore, j'éprouve le sentiment d'être projeté au tout début du XX<sup>e</sup> siècle. D'abord, les Gilets jaunes apparaissent pour la plupart comme des novices de la manifestation. Sans direction ni ordonnancement, ils ne déploient pas les signes habituels de la revendication politique : sonos, banderoles, tracts, s'effacent au profit d'une multiplicité de slogans personnels inscrits sur le dos des chasubles. Les manœuvres tactiques et la communication non verbale des forces de l'ordre ne sont pas décodées. Le défilé de rue est totalement subverti dans les premières semaines par des déambulations politiques et expressives ; mais aussi par des modes de gestion policière qui fleurent bon les débuts de la III<sup>e</sup> République, l'objectif de l'autorité civile étant moins d'encadrer la protestation que de la réduire par le recours systématique et *a priori* à la force ; à quoi il faut ajouter pour que le tableau soit complet, une cristallisation haineuse contre le gouvernement et la personne d'Emmanuel Macron qui résonne avec le rejet du souverain dans les Révolutions du 19<sup>e</sup> siècle. En décembre 2018, nous répondons à une sollicitation du Défenseur des droits pour mener une étude sur le maintien de l'ordre en France et c'est donc d'abord sous cet angle de la gestion par les pouvoirs publics du mouvement que j'ai commencé à travailler sur les Gilets jaunes.

Début 2019, il semble que la lutte s'installe dans la durée et que la crise s'approfondit. Cela m'amène à penser que la participation à ce mouvement risque d'avoir des effets socialisateurs durables, ouvrant la perspective d'une enquête sur les conséquences biographiques pour les Gilets jaunes de leur engagement corps et âmes dans un mouvement marqué par des occupations au long cours et des affrontements sévères et répétés avec la police. En même temps, on assiste à un drôle d'exercice de ventriloquie sociale. Le mouvement résistant à toutes les tentatives de cooptation de représentants patentés de la part des media comme du gouvernement, le champ est libre pour que se mette en branle une machine interprétative à laquelle cotisent les experts de tous poils, chacun projetant sur le mouvement ses désirs ou ses peurs. Il en résulte une cacophonie interprétative d'où surnagent quelques rares interventions, interviews et papiers émanant des chercheurs qui, de par leurs terrains antérieurs ou en cours, se trouvent en prise directe avec la mobilisation.

Je décide alors d'entamer une enquête localisée qui s'attacherait à explorer en temps réels (donc au moyen d'un suivi panélisté de personnes) les conséquences biographiques de l'engagement des Gilets jaunes. Je choisis de travailler dans le département du Var, un territoire semi rural marqué de longue date par la montée électorale du Rassemblement national. J'y ai aussi de multiples contacts pour des raisons biographiques et c'est avec beaucoup de facilité que je peux démarrer une

pré-enquête, avec observation de la vie sur les ronds-points, participation aux actions et entretiens biographiques. Je fais également remplir des calendriers de vie, un instrument mobilisé dans une recherche précédente pour objectiver les trajectoires des ex 68ards<sup>10</sup>. Au bout de quelques mois je dépose un projet de recherche au Fond national suisse (l'équivalent dans ce pays de l'ANR), ce qui me permet de monter une petite équipe avec un collègue de l'université de Lausanne, Davide Morselli, spécialiste des parcours de vie, et un doctorant, Zakaria Bendali qui lui travaille sur le Beauvaisis. Le projet est financé pour quatre ans. Dans le même temps, je recrute un autre doctorant sur un poste d'assistant d'enseignement, Aldo Rubert Echevarria, qui lui travaille sur les Gilets jaunes de Normandie, en co-tutelle avec Julian Mischi.

**LA NRT :** Comment vous êtes-vous saisis d'une telle mobilisation « improbable » ?

**S. M. :** C'est une question pour moi difficile, parce que je ne suis pas politiste ni spécialiste des mouvements sociaux. Tout ce que je peux dire, c'est que comme beaucoup, au départ, je me suis demandé s'il ne s'agissait pas d'un mouvement un peu poujadiste aux relents de « bonnets rouges » (mouvement que je regarderais sûrement autrement aujourd'hui). Mais les revendications des Gilets jaunes montrent que ce qui est plus largement en cause, ce sont les conditions de vie faites aux classes populaires et moyennes qui n'ont que leur travail pour vivre – ou qui n'ont que des propriétés précaires ou qui les précarisent. Quand elles ont accédé à la propriété de leur logement, elles subissent de plein fouet l'éclatement des lieux de travail et des lieux de vie. Cette propriété ne les protège pas. Non seulement sa valeur est précaire mais elle leur inflige des consommations forcées (notamment de carburant pour se déplacer – ce dont il leur faut en plus se défendre !) avec des salaires qui leur imposent une vie d'ascèse et de privations. Oui, il y a un lien évident entre une mobilisation qui démarre sur la question du carburant et les problèmes de mobilité que rencontrent ces classes populaires. Cela fait partie du faisceau d'éléments qui ont convergé à un moment donné « rendre la réalité inacceptable », dirait Boltanski. Mais ça n'explique pas tout.

On peut aussi y voir l'expression de classes qui refusent de se voir désignées en négatif. Les Gilets jaunes sont de fait peu syndiqués, ils travaillent dans ces petites entreprises qui sont en dehors des radars syndicaux et qui échappent aux régulations du salariat typique. Ceux qui sont syndiqués (essentiellement des ouvriers) ont perdu toute illusion sur le dialogue social. Ceux qui ne le sont plus ont vu leur entreprise fermée ou rachetée et ont dû se reconvertir en acceptant, pour certains, de diviser leur salaire par deux. Les mobilisations infructueuses pour la loi Travail ou le statut des cheminots sont donc *a priori* loin d'eux car leurs préoccupations sont ailleurs. Ils défendent leurs conditions de vie, dans des entreprises qui elles-mêmes sont précaires ou qui les brutalisent. Les Gilets jaunes se désignent, je les cite, comme « des travailleurs·ses qui veulent vivre décemment de leur travail », quantitativement et qualitativement. Ils n'ont personne pour les représenter et ont en quelque sorte été amenés à se représenter eux-mêmes en faisant irruption dans l'espace public.

On peut également voir ce mouvement comme celui d'une classe parlée qui reprend la parole sur elle-même. L'exceptionnelle durée de la mobilisation tient non seulement aux violences policières endurées, qui ont donné la mesure de la guerre sociale actuellement déclarée, mais elle tient également à la volonté de combattre le mépris de classe affiché par les gouvernants. Les « petites phrases » méprisantes du ministre puis du président Macron, relayées par les accusations de sexisme, racisme,



homophobie et anti-écologie, qui visaient à discréditer le mouvement, n'ont fait qu'accroître l'étendue des injustices à combattre, en les déplaçant sur le terrain symbolique cette fois. Se joue donc également ici une quête de légitimité, de classes laborieuses qui refusent de se voir qualifiées de violentes, arriérées et inconscientes des enjeux de la planète.

À l'arrivée, ce mouvement est d'autant plus passionnant qu'il fait exploser les cadres institués de la représentation. On peut distinguer deux grands pôles de revendication chez les Gilets jaunes : les revendications de citoyenneté qui excèdent l'offre des partis, et les revendications d'usagers autant que de travailleuses qui excèdent l'offre des syndicats. Les revendications liées à l'exercice de la citoyenneté vont de pair avec la conscience aigüe de ne pas être représentés dans les institutions de la République<sup>11</sup>.

Photo – « Démocratie »



Une remise en cause des travers de la démocratie représentative, Lyon 2019

Photo Sylvie Monchatre

La focalisation de certain·es sur le RIC « en toutes matières » apparaît comme un moyen de surmonter les impasses du système représentatif actuel. Mais c'est également le moyen d'éviter de se diviser en préservant le droit à l'expression démocratique sans la transformer en adhésion à un programme. Pour ce qui est des revendications plus directement liées au travail, les Gilets jaunes refusent de se laisser enfermer dans la lutte syndicale. Ils ont toujours accepté sans réserve, à Lyon, d'aller soutenir les grèves des éboueurs, des livreurs, de tous les « petits » malmenés dans le monde du travail. Mais la jonction a toujours été plus laborieuse avec les mobilisations d'agents de la fonction publique. Et quand elle s'est faite, c'était « à la mode Gilet Jaune », c'est-à-dire en défendant non seulement les agents mais les

usagers et le droit de ces derniers à un service public digne de ce nom. Donc ce qui contribue à rendre cette mobilisation intelligible, pour moi, c'est cette revendication de citoyenneté et d'un droit à la parole sur la chose publique, mais également cette alliance travailleurs/consommateurs-usagers qui fait exploser les cadres de la représentation du travail.

**S. H. :** Est-ce un mouvement improbable ? Tout dépend comment on le prend. Est-ce que ce qui est improbable, c'est qu'il y ait un mouvement, ou qu'il n'y ait pas de mouvement avant ? La dégradation des conditions de vie pourrait expliquer à n'importe quel moment qu'un mouvement ait lieu, d'autant plus qu'on se retrouve dans une séquence, au moins depuis les révolutions de 2011, où des soulèvements ne cessent de se produire. Ce qui m'intéresse, c'est pourquoi a-t-on vu cette mobilisation comme improbable, ce qui veut dire se demander non pas pourquoi un soulèvement, mais pourquoi ce soulèvement-là, avec ces formes, et se demander pourquoi ces formes nous semblent improbables. Et la raison, à mon sens, est que ce mouvement échappe très largement à ce que nous dit une certaine sociologie des mouvements sociaux, et qu'on a intégré comme savoirs de base sur les conditions de possibilité d'une mobilisation, notamment l'idée qu'il faut des ressources pour se mobiliser, qu'il y a des entrepreneurs de mobilisation qui peuvent mobiliser des capitaux de différentes natures (politique, militant, d'autochtonie), toute cette idée très puissante selon laquelle même une mobilisation apparemment improbable est préparée en fait par des acteurs qui ont des ressources. Et là il y a quelque chose qui surprend : il y a bien des entrepreneurs de mobilisation, mais qui sont dépourvus de toutes les ressources habituellement convoquées par la sociologie des mouvements sociaux. À l'origine du mouvement, on a Priscillia Ludosky, une femme noire (un fait rare par rapport à un espace des mouvements sociaux où les mobilisations construites comme généralistes sont souvent dominées par des hommes blancs), petite entrepreneuse qui essaie de monter sa boîte, qui lance une pétition dans un silence complet, sans aucun écho de mai à septembre 2018, malgré ses multiples mises à jour, ses appels à signatures, ses lettres aux ministres etc. Ici, la sociologie des mobilisations marche bien : Ludosky n'a pas de ressources, elle est isolée, elle utilise une plateforme de pétition en ligne, ça ne fonctionne pas. Elle rencontre en septembre Eric Drouet, suite à une émission de radio seine-et-marnaise, complètement par hasard. Eric Drouet a un peu plus de ressources, il est dans une association de tuning, le Motor Crew. Il y a aussi Jacline Mouraud, une hypnothérapeute. Bref on est face à des entrepreneurs de mobilisation qui, du point de vue de la sociologie des mouvements sociaux, n'ont pas les ressources pour mener une mobilisation généraliste de cette ampleur. Et en cela, oui, la mobilisation des Gilets jaunes est improbable, et elle nous amène à réévaluer toute une série de choses sur comment marchent les mouvements sociaux. Tout le monde s'est mis à voir midi à sa porte, et à proposer des interprétations alternatives expliquant cette mobilisation improbable. Pour moi, par exemple, historien des idées, cela doit remettre au centre du débat la question du pourquoi les gens se mobilisent, et pas seulement du comment, contre une certaine sociologie des mouvements sociaux qui écarte la question des revendications, des raisons de se mobiliser, des modes de justification qu'on donne à son action, de ce que veulent les gens, au profit d'une description des ressources utilisées. Mais je me rends bien compte que je ne fais que plaquer là des croyances liées à mon ancrage disciplinaire – ce qui ne veut pas dire que ça ne peut pas donner de résultats.

Au moins deux autres pistes d'interprétation se font jour pour expliquer le mouvement et me semblent intéressantes, au-delà de la prise en compte des idées. D'abord, les analyses matérialistes autour du néolibéralisme, de la destruction des services publics, de la répartition du poids fiscal. Chez les Gilets jaunes, puis dans tous les soulèvements de 2019, on voit des revendications liées à des augmentations ciblées de prélèvements obligatoires qui touchent les travailleurs ou les plus pauvres, dépendants de la voiture, des transports publics, etc. Il me semble qu'il y a là une rupture d'un pacte implicite qui est au cœur de la construction de l'État. L'État se construit en monopolisant la fiscalité, et ne cesse d'accroître tout au long des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle la pression fiscale, en échange de deux choses : d'une part, la mise en place des services publics et de formes de redistribution construites comme justes, et d'autre part de plus en plus de participation et de représentation politique pour de plus en plus de personnes. Or, un des effets de la mondialisation capitaliste a été l'allègement de la pression fiscale sur les entreprises, qui force les États, en compétition pour attirer les capitaux, à compenser la perte de ressources en augmentant la pression fiscale sur les plus pauvres et en baissant le financement et donc la qualité des services publics. En parallèle, les politiques néolibérales donnent de plus en plus de pouvoirs à des experts dont les décisions échappent à la participation et à la représentation politique. Dès lors, le néolibéralisme affecte directement le pacte entre l'État et les citoyens – un pacte factice, imposé par les gouvernants, mais qui a été au cœur de la légitimation des États. En France, Macron est d'une certaine manière l'incarnation de la trahison du pacte, et il s'agit donc, pour les Gilets jaunes, de rappeler Macron à ses devoirs vis-à-vis des citoyens. Cela donne un sentiment de légitimité incomparable à la révolte, quand ce qui domine est l'impression que ce n'est pas nous qui contestons, mais que c'est le pouvoir qui faillit. Ce que veulent les Gilets jaunes, de ce point de vue, ce n'est pas tant bouleverser l'ordre social que le restaurer, remettre l'État au service de tous, en particulier des plus faibles, et pas au service des riches, avoir à nouveau des hommes politiques compétents et honnêtes, etc. Cela va de pair avec une certaine idéalisation du passé et un certain conservatisme.

Une deuxième piste d'interprétation de cette mobilisation improbable qui me semble très pertinente est celle qui met en avant les conditions médiatiques de la mobilisation, avec des réseaux sociaux qui permettent à des acteurs démunis en capitaux d'avoir un écho fort, et des médias professionnels qui donnent la parole à des personnes parlant en leur nom propre. Ce dernier point, en particulier, m'a particulièrement intéressé, du fait de mon travail sur la représentation politique. Le mouvement des Gilets jaunes est rendu possible par une transformation des pratiques journalistiques, avec de plus en plus la volonté de donner la parole à de vrais gens, ce qui fait que paradoxalement, ne pas avoir de ressources est une ressource médiatique. Ludosky n'aurait pas été mise en avant et écoutée si elle avait été militante dans un syndicat ou un parti. Elle est interviewée dans un journal local et une radio locale justement parce qu'elle n'a pas d'affiliation, c'est une citoyenne concernée. Pour certaines rubriques de journaux ou d'émissions radio ou télé, on veut des gens qui ont suffisamment d'intérêt pour une cause pour avoir quelque chose à dire, mais qui ne sont pas non plus des parties prenantes, des *stakeholders*, des porte-parole. Ne pas être porte-parole fait que l'on est reconnu comme authentique par les médias. Dès lors, très vite, émergent médiatiquement des représentants des Gilets jaunes, mais qui le sont sur un mode inhabituel dans le champ politique ou

l'espace des mouvements sociaux : ils sont représentants non parce qu'ils y auraient été autorisés, qu'ils auraient un mandat, mais selon une logique d'incarnation, où la partie parle pour le tout. C'est un mouvement fondé sur l'incarnation individuelle, avec ces figures du mouvement, qui ne peuvent être des figures que parce qu'ils ne sont pas des mandataires – s'ils étaient des mandataires, ils seraient plus qu'eux-mêmes et donc seraient inauthentiques. Or cette forme de représentation est incompatible avec celle qui se fait dans les organisations politiques, syndicales ou associatives. Et l'on peut penser qu'on est dans un moment où les mouvements fondés sur la représentation-incarnation plutôt que la représentation-mandat ont le vent en poupe. Il y a peu d'antécédents historiques à cela, en tout cas sous cette forme, car il faut que les conditions sociotechniques (infrastructure numérique, fort niveau d'équipement, fort taux d'inscription sur les réseaux sociaux...) soient réunies pour que de telles figures puissent exister médiatiquement, sans s'appuyer sur des organisations. Ce qui me semble intéressant, c'est que cette relation d'incarnation n'empêche pas, mais au contraire soutient, la recréation de relations directes fondées sur le partage d'expériences par les gens, un élément clé de la sociabilité sur les ronds-points. Jacline Mouraud fait une vidéo contre Macron en novembre, et elle explique que suite à ça elle a reçu un grand nombre de témoignages, d'expériences, des gens qui se mettent à se parler, et là collectivement les gens se rendent compte, sur les réseaux comme sur les ronds-points, que ce qu'ils avaient interprété comme une expérience personnelle d'échec, d'autres la vivent en même temps, ce qui signifie que c'est un problème non individuel mais collectif. C'est un élément fondamental de la structuration du mouvement. Or l'incarnation et le partage d'expériences sont deux formes très différentes de politique, mais qui ont en commun d'avoir été largement minorées par la politique moderne. La mise en place du répertoire d'actions typiques de la modernité, avec ses discours idéologisés, ses slogans, ses tracts, ses organisations syndicales ou politiques, sont des formes d'action et d'organisation qui ont empêché la politisation de ce partage d'expériences entre personnes qui ne partagent rien d'autre (pas le même métier, pas le même statut, pas les mêmes opinions), et où l'incarnation est dévaluée au profit de l'organisation collective, donc du mandat. Ces formes politiques, qui ont été minorées par parti et syndicat, réémergent sur fond de l'échec des partis et des syndicats – un échec non pas dans l'amélioration des conditions des gens, mais à mobiliser massivement, à faire prise, en particulier dans certains espaces ou chez certains groupes sociaux.

**O. F. :** L'expression « mobilisations improbables » était assez heureuse lorsque Johanna Siméant l'employa naguère pour tout simplement souligner la faible dotation en ressources des mobilisations de sans-papiers. Son emploi s'est ensuite répandu de manière peu contrôlée, au point de finir par désigner une supposée catégorie recouvrant ce que traditionnellement la sociologie des mobilisations appelle des groupes à faibles ressources. Pour ma part, je ne l'emploie pas. D'autant que, me tenant par profession aussi éloigné que possible de toute activité prédictive et de tout prophétisme, le raisonnement en termes de probabilité m'échappe un peu... Ceci étant posé, la question des conditions ou des facteurs d'émergence des mobilisations est sans doute celle la plus systématiquement traitée par les différents courants de la sociologie des mobilisations<sup>12</sup>. C'est dire que les instruments ne manquent pas pour rendre raison et faire sens du mouvement des Gilets jaunes. Je vous en épargnerai la liste ici, mais disons que j'aurais tendance à plutôt prendre

l'exact contrepied de Samuel à ce propos pour dire qu'au contraire, c'est l'embarras de richesse qui prévaut.

Tout particulièrement, l'on voit bien comment toute la tradition portant sur l'analyse des frustrations, et donc du poids des conditions matérielles d'existence est ici centrale, ce qui conduit, sans reprendre les élucubrations méthodologiques de la théorie de la frustration relative, à se poser la question des conditions objectives de l'engagement. Par exemple, et très classiquement, dans mon enquête en cours, j'associe les calendriers de vie comme moyen d'objectivation statistique des parcours et donc des conditions de vie à des entretiens biographiques répétés visant à recueillir le sens – précisément les motifs, les justifications – que les acteurs donnent à leurs pratiques. Le renouveau ces dernières années de la filiation marxiste, comme on a pu l'observer à propos des révolutions arabes, contribue pas mal à remettre au goût du jour les explications par « l'infrastructure du mécontentement »<sup>13</sup>. Avec d'ailleurs une série d'obstacles difficilement surmontables : s'intéresser seulement au « pourquoi » des mobilisations, dans une logique d'explication causale, condamne inmanquablement à la tautologie. À vrai dire, le « pourquoi » est bien souvent le produit de l'engagement, le résultat du « comment ». Ces deux dimensions sont des dimensions analytiques qu'il ne fait pas vraiment sens en réalité de séparer dans l'analyse. La sociologie des mobilisations à laquelle Samuel se réfère est celle du courant de la mobilisation des ressources, qui domine jusqu'à la fin des années 1980 mais est depuis assez largement démonétisé.

Aussi bien, le champ des recherches sur les rapports entre media et mouvements sociaux livre toutes les clés pour replacer le mouvement des Gilets jaunes et sa dynamique dans une série de mobilisations dites sans leaders (je reprends l'expression, en réalité pas si idoine, de Z. Tufekci<sup>14</sup>) dans un contexte marqué par quatre éléments cruciaux : premièrement, le rôle de « premier définisseur » des media traditionnels est désormais concurrencé par les *média-activistes* qui visent à bâtir un espace médiatique alternatif, en même temps que par les tenants d'une *critique contre-hégémonique des médias*<sup>15</sup> ; deuxièmement, l'arrivée de chaînes d'information en continu comme BFM, LCI ou Cnews puis FranceInfoTv, à partir du début des années 2000, pousse au bout la logique de la recherche permanente d'images en conjuguant course à l'audience et diffusion en continu, ce qui représente une ressource pour les mouvements<sup>16</sup> ; troisièmement, les innovations technologiques récentes liées à l'internet ont permis d'abaisser les coûts de production et de diffusion de l'information de manière drastique<sup>17</sup>. Ici, le téléphone portable intelligent aura porté une vraie révolution dans les modes de couverture des manifestations, comme les cartes postales à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle ou encore la radio dans les années 68 ; Enfin, les Gilets jaunes viennent à la suite d'une série de mobilisations lancées et entretenues via Facebook, surtout après que l'entreprise ait changé son algorithme de recommandation, cet ensemble de règles qui définit la manière dont les innombrables publications s'affichent sur le fil d'actualité de chaque utilisateur. Ce nouvel algorithme privilégie les interactions locales, entre famille et amis, au détriment des contenus provenant des médias mainstream. Des soutiens à Stephen Turk, ce bijoutier niçois qui avait tué un braqueur en septembre 2013, à l'occupation de Gezi park, en passant par les soulèvements arabes et Occupy aux USA, on est dans le même schéma, toutes choses égales par ailleurs. Alors que traditionnellement le nombre est l'aboutissement d'un processus long de

mobilisation, ici la logique s'inverse. Le nombre est inaugural, ce qui change bien des choses.... Grâce aux réseaux sociaux des mouvements démarrent sans organisation ni structuration *a priori*. Dans un premier temps des milliers voire des dizaines de milliers de personnes se retrouvent dans la rue et ce n'est que dans un second temps que se pose la question de la structuration, de la délégation, de l'élaboration d'un cahier de revendication.

Ensuite, les travaux sur les identités collectives<sup>18</sup> et autour des luttes pour la reconnaissance<sup>19</sup> peuvent apporter bien des éclairages sur les dimensions identitaires de la protestation, en articulant revendications matérielles, dénonciation de l'injustice et sens de l'honneur, ce que E. P. Thompson avait dès 1966 brillamment montré à propos de la formation de la classe ouvrière anglaise. Là encore, le mouvement des Gilets jaunes ne se donne pas comme si exceptionnel que cela. Il s'inscrit dans ces luttes qui ont pour moteur principal le rejet du néo libéralisme et de ses effets : dépossession de toute souveraineté sur les questions économiques au profit d'une idéologie érigée au rang de croyance incontestable ; mise à mal du pacte social traditionnel entre d'un côté des citoyens qui consentent à l'impôt et de l'autre un État qui protège et assiste, avec le désinvestissement de l'État d'une part de ses responsabilités, laissant les individus seuls face au marché. Sentiment d'injustice face à l'augmentation de la pression fiscale sur les catégories les plus démunies et l'allègement des charges sur les entreprises et les plus riches. Il en découle que la revendication de la dignité est centrale dans ces mouvements. En lien avec un sentiment d'injustice nourri aussi par les réactions parfois humiliantes des politiques en place, que l'on songe à Sebastian Pinera invitant les chiliens à se lever plus tôt pour prendre le métro ou Emmanuel Macron invitant les chômeurs à traverser la rue. Mais toujours, le rejet des élites au pouvoir est patent. Élitisme perçues comme coupées des réalités sociales, confisquant le pouvoir au profit d'une petite caste et se distinguant de moins en moins des élites économiques. Ce sentiment de coupure avec "le peuple" et de collusion entre profiteurs fait du slogan "dégage !" le *leit motiv* de tous ces mouvements. De cela découle également la centralité d'une revendication de renouvellement démocratique, d'horizontalité, de rejet des formes traditionnelles d'encadrement. Par les partis et les syndicats notamment.

Pour finir, les modes d'actions employés connaissent aussi quelques similitudes, notamment autour de l'occupation durable de lieux publics ouverts, des places aux ronds-points. Ce mode d'action, déclinant dans toutes ses variétés la pratique du campement, a pour vertu de contribuer à créer du commun et de la solidarité entre les personnes, participant à une structuration des groupes et à l'éventuelle émergence d'une identité collective<sup>20</sup>. Ce qui fait écho à la « politisation par imprégnation » chère à Maurice Agulhon qui lie dans ses travaux sur les chambrées provençales la diffusion des idées démocratiques à des formes localisées de sociabilité<sup>21</sup>.

**LA NRT :** Comment une telle analyse à chaud interroge-t-elle travail du chercheur, ses ressources, ses limites et ses risques, compte tenu de sa propre implication dans les luttes d'interprétation ? Je commencerai par un constat : beaucoup de sociologues ont refusé d'avancer des interprétations du mouvement avant d'avoir enquêté sérieusement dessus, ce qui n'a pas toujours été le cas d'autres chercheurs, comme toi, Samuel, qui a très vite proposé une interprétation. À quoi renvoie cette divergence ? À des professionnalités différentes ? À des rapports différents à l'intervention politique ? Comment et à quelles

conditions les chercheurs s'engagent-ils dans des luttes d'interprétation, notamment « à chaud » ?

**S. M. :** D'une manière générale, je considère le temps de l'enquête, sur le terrain, comme un engagement. Observer, mener des entretiens demande d'être avec, d'accorder une attention et de faire crédit, donc de prendre parti pour celles et ceux que l'on écoute et avec qui l'on interagit. Le temps de l'analyse à froid intervient dans un deuxième temps. Or avec les Gilets jaunes, je ne souhaite pas refroidir l'analyse, je tiens à conserver intact l'élan qui m'a portée vers eux, je veux continuer à ressentir l'énergie qui circulait au sein du mouvement, quitte à rester dans *l'illusio* de la cause commune. J'en parle donc comme de camarades de lutte qui se caractérisent par la pluralité de leurs systèmes de représentations de l'action collective. Il y a parmi les Gilets jaunes de Lyon des sympathisants du Rassemblement national, des royalistes nostalgiques, des Insoumis, des militants de Lutte ouvrière, des anarchistes, des militants chevronnés issus du mouvement des chômeurs, du mouvement syndical, des militants écologistes (les « Coquelicots »<sup>22</sup> sont très présents), mais aussi des acteurs de l'éducation populaire et des primo-militants. C'est un vrai *melting-pot* et les Gilets jaunes ouvrent un espace de parole et d'expérience inédit entre toutes ces personnes qui ne se rencontrent jamais. Je ne me pose pas la question de l'enquête car au sein de Gilets jaunes, tout le monde est en mode « enquête ». Tout le monde cherche des solutions à des problèmes insolubles ou très concrets. Les problèmes très concrets concernent la régulation de la mobilisation : faut-il par exemple déléguer l'organisation des assemblées et des manifestations à une commission spécialisée, ou tout décider en assemblée plénière ? Bien sûr, il y a eu des luttes de leadership. Les débats se sont parfois terminés en quasi-pugilat, décourageant les plus impliqués qui ont maintes fois juré de ne plus revenir, à coup de « plus jamais ça ». Mais ces déchirements témoignent d'un refus viscéral de déléguer l'organisation d'un mouvement qui est avant tout considéré comme la propriété de ses membres auto-déclarés. Les Gilets jaunes, c'est « notre mouvement », un mouvement que personne ne peut nous confisquer et qui fonctionne dans une cacophonie qui est devenue sa marque de fabrique, mais que chacune tente de comprendre, d'ordonner, de structurer, parfois jusqu'à s'y épuiser et jeter l'éponge.

Le rapport aux revendications est à ce titre très instructif. Alors qu'au départ il y avait ce surgissement qui semblait aller un peu dans tous les sens, très vite un travail de mise en forme des revendications a été fait en assemblée plénière, qui a abouti à Lyon-centre à 48 revendications hiérarchisées. Mais les Gilets jaunes ne se sont pas arrêtés là. Ils ont recherché des solutions pour les rendre viables, autrement dit, ils se sont mis à enquêter sur des questions *a priori* hors de [leur] portée. Si je reprends les thèmes explorés dans les « ruches » de la Commission revendication, les questions soulevées ont quelque chose de vertigineux : Comment réconcilier économie et écologie ? Comment rétablir une justice sociale et fiscale ? Comment réinventer la vie citoyenne et repenser la démocratie ? Comment améliorer les services publics, l'accès à l'éducation et à la santé et le pouvoir d'achat ? Quelles politiques de redistribution imaginer ? Etc. Il peut paraître impensable d'aborder de telles questions sans en être expert mais c'est pourtant ce que les Gilets jaunes ont fait. Ils se sont joyeusement emparés de tous les sujets. De fait, ils s'informent, réfléchissent, font des recoupements, aucune grande question politique ne saurait leur échapper. Dans les « ruches », nous avons mis en commun nos réflexions sur la base d'un partage d'expérience et d'analyse, nous les avons restitués en ayant le sentiment de refaire le

monde, sous les sourires goguenards de ceux qui n’y voyaient qu’un idéalisme vain. Peu importe. Nous avons à la fois exploré le champ des possibles en y réinjectant du rêve, mais nous avons surtout expérimenté ce que peut être une « communauté d’enquêteurs » au sens de Dewey, qui s’interroge, sur un pied d’égalité, pour faire vivre un espace démocratique.

À ce titre, l’immersion parmi les Gilets jaunes permet de voir les multiples facettes de cette communauté d’enquête, mais également les formes de socialisation politique qui sont à l’œuvre. Ce travail collectif d’élucidation de ce qui soude le mouvement s’est fait en mettant de côté les appartenances partisanes et syndicales de chacun. Le mouvement s’est construit sur la recherche de ce qui l’unissait, non sans cultiver une certaine nostalgie de l’État providence. Mais qui peut bénéficier de ce « bien commun », ce « pacte social » que les Gilets jaunes tentent de réinventer ? Quid des étrangers ? Des banlieues ? Parce qu’il y a des Français dans les banlieues ? Les débats ont parfois été houleux, en marge ou à la fin des assemblées, face aux positions étroitement nationalistes et racistes de certains, qui découvriraient avec stupeur que ce qui était pour eux une évidence (du type : « les banlieues sont des "zones de non-droit", remplies de dangereux "assistés" ») pouvait être contesté. Ces confrontations ont parfois permis la déconstruction de certitudes qui s’avéraient fragiles. Quant à ceux chez qui elles s’avéraient solides, ils se sont mis à ne plus s’exprimer en public sur le sujet. Mais, contre toute attente des conversions à la cause des banlieues se sont produites.

Photo – « Banlieues »



Un moment de « convergence » gilets jaunes et jeunes des « quartiers », Lyon 2019

Photo Sylvie Monchatre

Il y a en effet des « banlieusard·e·s » parmi les Gilets jaunes, qui n’ont pas manqué de souligner combien les banlieues subissent depuis plus de 40 ans la répression qu’ont



découverte les Gilets jaunes. Au point que le représentant d'une association a été en mesure de proposer une manifestation de convergence Gilets jaunes et Banlieue sur le thème des violences policières. La première fois qu'il l'a présentée, avant l'été 2019, elle avait divisé l'assemblée. Mais la 2<sup>ème</sup> fois, à la rentrée de septembre, sa proposition n'a reçu aucune opposition. Et le 26 octobre 2019, la marche qui a eu lieu depuis Vaulx-en-Velin jusqu'au Palais de justice de Lyon a réuni davantage de Gilets jaunes que de représentants de banlieue (voir photo) et parmi les Gilets jaunes, se trouvaient les « opposants » de la première heure.

Une autre chose que permet de voir l'évolution du mouvement dans le temps, c'est l'attitude des Gilets jaunes par rapport aux syndicats. Il y avait au départ un violent rejet des syndicats et il n'a pas complètement disparu. Une partie des Gilets jaunes voit les syndicats comme un appareil trop proche du pouvoir et comme un mouvement social dont ils redoutent qu'il les instrumentalise. Pour autant, ils ont d'emblée soutenu les livreurs en grève, syndiqués à Solidaires de COGEPART, un sous-traitant du groupe Carrefour, dans une action qui s'est avérée victorieuse. Même chose avec les éboueurs grévistes de Pizzorno, la société prestataire pour la ville de Lyon. Ils ont également rejoint les cheminots grévistes de la CGT sur leurs piquets de grève, tout comme ils ont participé à une manifestation de convergence « Blouses blanches-Gilets jaunes » avec des soignants de FO et Sud. Et maintenant<sup>23</sup>, ils défilent contre la réforme des retraites avec les syndicats qui les appellent (enfin) à leurs côtés.

Mais le suivi dans la durée permet également de voir se structurer les revendications environnementales. Les Gilets jaunes ont été qualifiés de mouvement anti-écologiste parce qu'ils avaient contesté les taxes sur le carburant censées financer la transition écologique. Ils ont beaucoup travaillé à se défendre de cette accusation, après s'être faits siffler par des militants écologistes dans les marches pour le climat. Les motards Gilets jaunes ont été particulièrement visés.

**S. H. :** C'était improbable, ça aussi, une telle évolution sur la question écologique... C'était pas du tout gagné d'avance...

**S. M. :** Oui, je reviendrai sur ce point dans la troisième partie. Mais des choses intéressantes se sont passées avec les motards, qui venaient des ronds-points, participer avec panache aux manifestations du samedi. Les rapprochements ont été difficiles avec les marches pour le climat mais ils se sont produits malgré tout, ce qui a donné lieu à des *briefings* intéressants en assemblée du lundi. Les motards sont notamment venus expliquer aux Jeunes pour le climat qu'ils étaient moins polluants avec leur moto qui ne consomme que 3 litres/100km et qu'eux n'ont pas de transport en commun permettant de se déplacer proprement. Plus globalement, les Gilets jaunes ont mal vécu d'avoir été pris de haut par les militants des marches pour le Climat, qui maintenaient leurs distances avec eux au début du mouvement. Puis les choses ont changé. Les jeunes de *Youth for Climate* sont venus aux assemblées et des marches avec tête de cortège commune ont fini par voir le jour, comme ce qui s'est passé le 4 mai 2019.

L'analyse à chaud permet de voir à la fois les processus d'apprentissage qui se produisent mais également les processus de recadrage de la mobilisation, en vue de la resserrer sur cette recherche de commun. Ce commun intègre des revendications toujours plus larges mais qui tendent à se concevoir dans un cadre national – en

témoigne le succès des thèses d'Asselineau, et de son mouvement l'UPR, parmi les Gilets jaunes qui, pour certains, réclament un Frexit. L'intérêt porté par certains Gilets jaunes aux élections municipales s'inscrit dans ce même souci d'expérimenter un commun à une échelle locale et « réappropriable ».

**S. H. :** Il y a quelque chose d'étonnant dans les premières semaines, les premiers mois : l'ampleur de la sollicitation de la parole savante. C'est dû au caractère énigmatique de l'événement, et au fait que les chaînes d'information en continu doivent produire de l'analyse en permanence, d'où un besoin d'experts, et donc une sur-sollicitation des chercheurs pour produire de l'analyse. À mon sens, ce moment a fonctionné comme un révélateur de certaines logiques du champ universitaire, et en même temps en a transformé certaines coordonnées. On a eu des prises de parole très inégalement réparties, très genrées (les tribunes sont très majoritairement masculines), et avec une répartition étonnante en termes de discipline. En effet, il me semble qu'on a entendu beaucoup de philosophes et d'historiens, et comparativement peu de sociologues, en particulier quasiment pas les sociologues des mouvements sociaux, et peu de géographes. Il y a certes une responsabilité des médias, qui accordent peut-être une plus grande valeur à la parole venue de ces disciplines, ce qui montre un certain échec des sciences sociales, notamment de la sociologie, à vraiment peser dans le champ médiatique. Mais cela a révélé aussi une extrême prudence des sociologues, qui refusent de prendre la parole sans avoir fait d'enquête. Or, à mon sens, dans une période où la parole savante est sur-sollicitée par les médias, que les personnes qui ont les outils les plus adaptés à la situation ne veuillent pas parler, ça pose franchement question. Le résultat, c'est que les outils de sciences sociales ne sont pas utilisés, alors même que les journalistes viennent pour une fois nous solliciter. Or beaucoup de ces outils auraient éclairé la situation, même sans enquête. À mon sens, les sociologues ont perdu une occasion d'enrichir le débat public, non pas avec des résultats empiriques, mais avec des questionnements, en donnant à voir le prisme sociologique par lequel on saisit le réel. Bien sûr, il y a eu des enquêtes, et rapidement des résultats, démontrant notre capacité à construire, très vite, des enquêtes collectives, ce qui est impressionnant et de grande valeur. Mais il n'y a pas vraiment eu d'équivalent, en sociologie, à ce qu'a réussi à faire l'historien Gérard Noiriel. Lui publie dès le 20 novembre, trois jours après la première manifestation, sur son blog, une analyse brillante de ce qui est en train d'avoir lieu. Et à mon sens, il fournit de vraies clés de compréhension, tout en évitant complètement l'écueil de l'adhésion acritique au mouvement. Car il faut bien voir que beaucoup des collègues qui prennent la parole se mettent très vite à tenir un discours de valorisation du mouvement en tant que tel. Il y a toute une série de tribunes qui sont écrites, qui relèvent d'une solidarité avec le mouvement des Gilets jaunes, que je signe du fait du contexte de répression mais que je ne partage qu'à moitié sur le fond. En effet, ces tribunes me semblent faire l'impasse sur les aspects profondément conservateurs du mouvement, liés notamment à leur valorisation de l'unité. D'où une situation compliquée : on a un mouvement populaire, qui fait face à une répression extrêmement forte, qu'il est nécessaire de soutenir contre l'État, mais qui donne lieu à des analyses qui me semblent marquées du sceau du populisme au sens de Grignon et Passeron : puisque c'est le peuple, c'est bien.

Gérard Noiriel refuse tout de suite la posture du militant, dans son rapport au mouvement. Il ne se dit pas Gilet jaune mais développe la position d'intellectuel

spécifique, proposant des outils venus des sciences sociales critiques pour éclairer l'actualité. Sa position a très bien marché médiatiquement. Il entre dans l'espace public comme intellectuel spécifique, pas comme chercheur présentant les résultats d'une enquête, mais en acceptant de jouer le jeu de l'intellectuel, un peu généraliste mais apportant des outils précis et utiles, dans son cas venant principalement de la sociologie bourdieusienne. Cette position-là, les sociologues l'ont beaucoup moins prise. À cela il y a au moins deux raisons. D'un côté, il y a des logiques de champ, qu'on peut voir à l'œuvre dans l'opposition entre Gérard Noiriel et quelqu'un comme Patrick Boucheron. Patrick Boucheron est l'historien dominant par excellence, qui fait de l'histoire culturelle, qui est professeur au Collège de France, dirige des collections prestigieuses, est en permanence sur France Culture. De l'autre côté, vous prenez Gérard Noiriel, qui a une œuvre bien plus fournie, qui est un des fondateurs de la sociohistoire, quelqu'un de très important intellectuellement, mais qui est pourtant dominé dans le champ, comparativement à Patrick Boucheron : il n'est pas dans un laboratoire d'histoire mais de sociologie, il n'a pas tellement de pouvoir, et c'est évidemment lié au fait qu'il est historien des classes populaires, tandis que Patrick Boucheron fait de l'histoire politique et culturelle, de l'histoire vue d'en haut. Or les Gilets jaunes mettent les historiens des classes populaires en pleine lumière, ce qui a un effet sur les luttes de classement au sein du champ universitaire. Gérard Noiriel explique dans son blog qu'il sort son *Histoire populaire de la France* en septembre 2018 et qu'il n'a aucun écho médiatique : pas d'invitation à France Culture, pas de papier dans *Le Monde*, seulement quelques chroniques dans des médias militants. Donc quand le mouvement des Gilets jaunes commence, lui a un intérêt stratégique à rentrer dans les médias, et il y entre, tandis que Patrick Boucheron se trouve (relativement et temporairement) démonétisé, d'où sa réaction légitimiste exacerbée, puisqu'il accuse les intellectuels qui analysent les Gilets jaunes de « venir vendre leur petite came »<sup>24</sup> à la radio. Peut-être que les sociologues des classes populaires ou des mouvements sociaux, moins délégitimés en sociologie que ne le sont les historiens travaillant sur ces objets, ont moins eu besoin de saisir cette occasion pour renforcer leur position en intervenant dans les médias.

Photo – « Climat »



« Fins de mois », « fin du monde », « démocratie » : transversalité des motifs, Lyon 2019

Photo Sylvie Monchatre

Mais cela reste une occasion manquée, compréhensible pour une deuxième raison, de fond : ce refus des sociologues de participer à l'analyse publique de l'événement sous-estime quelque chose que les historiens savent peut-être mieux, le fait que l'interprétation de l'événement participe à l'événement lui-même. Faire triompher une interprétation, ce n'est pas qu'une question scientifique, mais aussi politique. Dire que ce qui compte, quand on est sociologues, c'est d'enquêter pour dire ensuite le vrai du mouvement, c'est très bien, mais ça passe à côté d'un aspect fondamental de ce qu'est un événement : le vrai du mouvement n'est pas indépendant des interprétations qui s'imposent. Du coup, ne pas participer aux querelles d'interprétation sous prétexte que l'on n'a pas fait d'enquête, c'est participer à laisser la place à d'autres interprétations, d'où les savoirs de la sociologie sont absents. Le résultat, c'est que dans le brouhaha médiatique sur les Gilets jaunes, mais aussi au sein même du mouvement, où les gens sont évidemment attentifs à ce que l'on dit d'eux, nulle part on a entendu parler de domination, de socialisation, de reproduction. Cette occasion qu'on avait de parler de ces questions-là, c'est une occasion manquée non seulement de proposer des interprétations, mais de peser sur l'événement par celles-ci.

O. F. : À ce sujet, je pense pouvoir être très bref, tant ma religion est depuis longtemps faite. J'ai presque toujours travaillé sur des mouvements en cours, que ce soit les mobilisations de chômeurs au début de ma carrière, environnementaux, ou encore la lutte contre le sida et le mouvement altermondialiste. Toujours, ces mouvements m'étaient *a priori* sympathiques, et il en va de même avec les Gilets jaunes. Ce mouvement a été pour moi, d'un point de vue citoyen et politique, une

« divine surprise ». Cependant, je me suis depuis de nombreuses années refusé de jouer le porte-étendard des luttes sur lesquelles je travaille. J'estime que ce n'est pas mon rôle et que je dois me contenter de faire ce que je sais faire : interroger les évidences et déjouer les couches d'interprétation qui bien souvent recouvrent comme une pluie de cendre la vérité des mouvements, donner éventuellement des armes aux mouvements pour se défendre. Au fond une posture positiviste bien tempérée qui vise une explication compréhensive des motifs de l'action et tâche de démêler le faisceau de mécanismes dont l'enchaînement produit ce qui advient.

Ce qui veut dire aussi, pour répondre à la seconde partie de la question que je m'efforce de ne pas « parler » les mouvements que j'étudie tant que je les étudie, sauf exception. Je l'ai dit tout à l'heure, la ventriloquie sociale sur les Gilets jaunes m'est vite apparue gênante, contre-productive même pour le mouvement ; comme par exemple de vouloir à toute force leur faire dire où ils se situent sur un axe gauche/droite que justement ils rejettent. Mais surtout, que dire de solide tant qu'on est le nez dans guidon ? Avant de se jeter sur un micro, mieux vaut s'agripper un peu à son stylo. Et l'on sait enfin les effets en retour, lorsque sur votre terrain, vos prises de position de la veille vous reviennent comme un boomerang et compliquent la relation que vous entretenez à vos enquêtés.

**La NRT :** Comment éclairer cette énigme de la présence/absence dans ce mouvement des enjeux de la condition laborieuse, de ceux du travail ? Des éléments d'analyse ont déjà été avancés par Yann Le Lann<sup>25</sup>, à partir de la composition sociale du mouvement, notamment du poids des travailleurs situés en marge de cette fraction du monde du travail où le syndicalisme est encore présent.

**S. M. :** Ce qui m'a frappée, c'est l'importance des questions du travail dans les revendications du mouvement des Gilets jaunes, mais aussi le déni de cette dimension dans les médias. Selon eux, parce que le mouvement n'a pas interpellé le patronat, mais l'État, ce ne serait pas un mouvement sur le travail ni sur les salaires. Or cette question a pris une importance centrale, ne serait-ce que parce que la composition sociologique du mouvement a changé. S'il se composait au début de petits indépendants ou artisans, notamment sur les ronds-points, il a été rejoint par des chômeurs, des précaires, des travailleurs handicapés, des retraités et des salariés. Il s'agit d'un salariat qui a été fragilisé par les restructurations, par la précarisation des conditions d'emploi, mais aussi par toutes les coupes faites dans les aides de l'État social, qui permettaient de supporter un salaire amoindri – je pense ici à cette Gilets jaunes qui s'est engagée dans le mouvement quand sa fille a été obligée d'arrêter de travailler pour s'occuper de sa propre fille autiste, qui ne pouvait plus être scolarisée en milieu ordinaire après la fin des emplois aidés qui ont mis fin au contrat de l'Assistante de Vie Scolaire qui l'accompagnait.<sup>26</sup>

Mais comme évoqué plus haut, les Gilets jaunes travaillent souvent dans des secteurs qui sont des déserts syndicaux, au sein de petites entreprises exposées – voire écrasées par les exigences de leurs donneurs d'ordre qui les mettent en concurrence pour faire pression sur les salaires. À ce titre, ils ont une conscience aigüe des inégalités entre les entreprises elles-mêmes. Ils défendent moins leur patron de PME/TPE qu'ils ne dénoncent les inégalités entre les grandes entreprises que les petites. Les lignes de clivage selon eux se situent moins entre salariés et employeurs qu'entre les entreprises elles-mêmes : ils considèrent que les grandes sont structurées pour

faire du profit et se dérober à leurs responsabilités sociales et fiscales en toute impunité, tandis que les petites sont exploitées par ce système économique qui ne leur laisse aucune marge de manœuvre.

Cette forte conscience des inégalités se retrouve dans les trois premières revendications des Gilets jaunes de Lyon : 1- Rétablissement de l'ISF. 2- Lutte réelle contre la fraude et l'évasion fiscales. 3- Revalorisation des salaires, des pensions et des minima sociaux. On est très loin de la conclusion du « grand débat » résumée à une prétendue « exaspération fiscale des Français »... Pour les Gilets jaunes, l'enjeu est la réparation des injustices fiscales et la rétribution digne du travail dans un tissu productif éclaté qui n'a rien de la grande entreprise intégrée. Les travaux de la commission revendication ont d'ailleurs conduit à imaginer des moyens de financer une prime d'activité par un prélèvement sur les dividendes des grandes entreprises afin d'être redistribuée aux salariés des plus petites. De la même façon, les Gilets jaunes sont plein d'idées pour diminuer la durée du travail non pas de façon universelle mais en fonction de la pénibilité des emplois – je renvoie sur ce point au portrait de « Poulavenir » : <https://printemps-jaune.fr/sous-les-Gilets-la-vie-poulavenir-tout-un-programme-ce-nest-que-n-changeant-la-societe-que-n-peut-la-rendre-meilleure/>.

Mais au-delà des salaires, les revendications portent aussi sur le travail et la condition « d'esclave » qui est faite aux salariées. Les manifestations sont l'occasion d'un partage d'expériences assez inédit dans ce domaine. Contrairement aux manifestations syndicales classiques où se retrouvent les syndiqués et collègues, celles de Gilets jaunes sont des manifestations où l'on vient seul ou en famille, et elles ont contribué à ouvrir un espace de parole sur la dénonciation des conditions de travail. Je pense notamment ici aux aides-soignantes, qui préfèrent l'intérim ou les vacances pour échapper au *burnout* et sont intarissables sur les pressions qu'elles subissent pour remplacer leurs collègues ou travailler toujours plus vite, toujours plus mal, jusqu'à maltraiter leurs patients ou résidents. Les dos de Gilets sont également intéressants sur ce point, qui dénoncent « l'esclavage » auquel les salariés s'estiment réduits. C'est particulièrement le cas pour ces salariées racisées, non défendues par les syndicats de leur structure, et menacées de perdre leur emploi à la suite d'un accident du travail.<sup>27</sup>

Enfin, ce mouvement des Gilets jaunes, qui est celui des exclues du champ de la représentation syndicale classique car dispersées dans des petites structures au sein desquelles il est difficile, comme le dit l'une d'entre eux, « d'ouvrir sa gueule », fait surgir un « nous » de travailleur·ses ayant une conscience aigüe de leur exploitation économique. La dénonciation de cette exploitation englobe le domaine des consommations qui leur sont imposées. C'est d'ailleurs ici que l'on retrouve les revendications liées au devenir de la planète, qui se nourrissent d'une conscience écologique aigüe. Les femmes notamment s'insurgent contre la pression sur les salaires qu'elles subissent dans leur ménage et contre les conséquences qui en découlent sur leurs pratiques alimentaires. Elles s'estiment acculées à s'approvisionner dans une grande distribution qui participe directement, selon elles, à ce système productiviste. Non sans emprunter à un imaginaire de l'effondrement, elles dénoncent un système qui contraint les agriculteurs à une production intensive, et à l'emploi de pesticides qui détruisent la planète, leurs vies mais également la vie des consommateurs – surtout ceux des classes populaires à qui le bio reste difficile

d'accès. À ce titre, les Gilets jaunes interpellent aussi les syndicats sur les conditions de vie qui sont faites aux travailleurs·ses et appellent à des alliances entre travailleurs et consommateurs. On peut sur ce point, me semble-t-il, faire l'hypothèse que le développement d'un salariat des services et la proximité familiale entre ouvriers et employés n'enferme plus la « classe ouvrière » dans des activités qui la mettent au seul contact de la matière, jusqu'à la couper de la société, comme le soulignait Halbwachs. Les classes laborieuses contemporaines présentes parmi les Gilets jaunes sont, au contraire, beaucoup plus féminisées et beaucoup plus en prise avec les milieux humains. À ce titre, elles perçoivent avec acuité que le système économique auquel elles participent repose sur la banalisation de la destruction de la vie et elles s'insurgent contre un système politique qui refuse d'entendre qu'elles en sont les premières victimes.

**S. H. :** Je suis d'accord avec tout cela. Il y a une interrogation dès le départ : comment se fait-il que les revendications liées au travail soient à la fois aussi présentes, et aussi peu discutées ? On met en avant les revendications fiscales et citoyennes, mais celles liées au monde du travail ne sont pas au cœur des interprétations proposées tant dans les médias que dans la plupart des premiers textes d'analyse, y compris fondés sur des enquêtes collectives comme celle initiée à Bordeaux. La clé, à mon sens, ce n'est pas tant le cadrage médiatique que la stratégie de présentation de soi des Gilets jaunes, qui est bien sûr liée à sa composition, et qu'on pourrait résumer ainsi : ce mouvement ne se construit pas comme un mouvement de travailleurs. D'abord, on l'a déjà dit, il se construit comme un mouvement fondamentalement unitaire, un mouvement du peuple, pas d'une classe sociale. Ce qui exclut toute une série de questions, en premier lieu l'immigration, mais aussi des questions de classe. La manière de faire de la politique des Gilets jaunes repose sur un travail constant pour éviter les questions qui divisent, et donc pour minimiser l'importance des rapports sociaux de domination, au profit d'une seule question, le peuple contre les élites. Évidemment, les effets ne sont pas identiques qu'il s'agisse des questions de classe, de genre ou de race. Sur le racisme, en particulier, je pense qu'il y a une responsabilité des participants au mouvement, en particulier des figures, mais aussi des cadres locaux, dans l'évacuation des questions d'appartenance de race. Or, dans une société où existe un racisme structurel, évacuer ces questions, c'est participer à sa perpétuation. En même temps, cette invisibilisation des questions raciales a aussi empêché ou limité l'émergence des paroles ouvertement racistes, ce qui a amené beaucoup de militants d'extrême droite à se détourner du mouvement, passé un premier engouement. Quoiqu'il en soit, la valorisation de l'unité à tout prix a aussi contribué à faire passer au second plan de nombreuses questions de classe, en particulier celles liées au lieu de travail. Cela explique que toute une série de questions soient absentes des revendications ou des discours, par exemple les questions de temps de travail, ou tout ce qui était au cœur des lois Macron et El Khomri, comme la démocratie d'entreprise, les prud'hommes ou la refonte des instances représentatives du personnel. Ça ne veut pas dire que les Gilets jaunes n'ont pas de mots d'ordres issus du monde du salariat, comme la fin du recours au CDD pour les grandes entreprises, la retraite à 60 ans, mais ce n'est pas ce qui prime.

La question des revendications rejoint ici celle de la composition du mouvement. Comme semblent le montrer les recherches du collectif « Quantités critiques », un collectif d'enquête sur les mouvements sociaux coordonné par le sociologue Yann Le

Lann, les Gilets jaunes touchent plus particulièrement toute une série de personnes qui sont hors des syndicats, et souvent hostiles à eux<sup>28</sup>. Il y a bien des syndicalistes, surtout des syndicalistes déçus, mais ce n'est pas la base sociale, et il ne faut pas minimiser l'importance de la rhétorique antisyndicale parmi les Gilets jaunes, y compris parmi certaines figures. Il ne s'agit pas seulement d'une critique des directions syndicales qui ne seraient pas assez offensives, et les syndicalistes SUD ne sont pas mieux accueillis que ceux de la CFDT : tout le syndicalisme se trouve rejeté. Et pour le comprendre, il faut selon moi revenir à la manière dont le syndicalisme s'est construit et transformé. On le sait, la syndicalisation touche très inégalement les travailleurs, et c'est lié à une histoire longue, celle de la construction de la représentation de la classe ouvrière par des partis et des syndicats de masse. Or cette construction a en fait toujours reposé sur un certain type de travailleurs, pour qui le lieu de travail est un espace de conflictualité possible, par exclusion donc de tout un ensemble de salariés précaires et de la toute petite entreprise. Ces statuts n'ont jamais cessé d'exister, mais jusque récemment ils étaient peu visibles, et les syndicats ont une responsabilité dans cette invisibilité : passé une première phase où le syndicalisme se construit, au XIX<sup>e</sup> siècle en France, sur le monde de la toute petite entreprise, il s'est développé au XX<sup>e</sup> siècle un mode de production centré sur les usines et sur l'extension de la fonction publique ; ce qui fait que les syndicats n'ont pas eu besoin de s'appuyer sur les travailleurs d'autres secteurs, et donc de les représenter. À mon sens, il n'y a donc pas une occasion manquée de rencontre entre les syndicalistes et les Gilets jaunes, du fait de tel ou tel choix tactique des directions syndicales : c'est le résultat d'un siècle de développement syndical, qui s'est fait sans accorder d'importance à des pans entiers du monde du travail, rassemblant des gens qui justement se sont retrouvés au centre du mouvement des Gilets jaunes. Ce que révèle l'absence relative de la question du travail dans le mouvement des Gilets jaunes, c'est que l'organisation politique de la lutte des classes autour du parti et du syndicat de masse, a toujours été d'une certaine manière insuffisante. En cela, elle doit amener les organisations qui entendent représenter les travailleurs à revoir en profondeur leur stratégie.

**O. F. :** Je ne peux qu'opiner à tout ce qui vient d'être dit. S'il y a absence relative de revendications liées au travail et par conséquent d'appel au patronat, cela ne veut en effet pas dire que la question du travail et les enjeux salariaux ne sont pas présents dans la tête et les discussions des Gilets jaunes. C'est aussi que les revendications liées au travail ne s'expriment pas dans les termes consacrés par la lutte syndicale et le mouvement ouvrier. Pour le comprendre, il faut replacer l'extraordinaire de ce mouvement dans l'ordinaire des conditions d'existence en milieu populaire. Pour remarquer d'abord que sur les ronds-points les personnes mobilisent tant des savoirs professionnels qu'un sens de la débrouille qui attestent bien de ce que dans ces segments de classe, la valeur travail a du sens, qui plus est dans un environnement où les arts de faire se déploient souvent en marge du travail salarié, dans des activités informelles, qui apportent au quotidien à la fois un complément de ressource matérielle et une estime de soi.

Ensuite, Yann le Lann et le collectif « quantité critique » ont souligné la logique de contournement des mécanismes classiques de négociation collective par le mouvement. Les demandes d'une hausse du pouvoir d'achat ne sont pas adressées aux employeurs mais directement à l'État. Certes, cela renvoie à la crise du



syndicalisme et plus généralement au refus de la délégation politique dans ce mouvement, autant qu'aux réformes introduites dès Sarkozy et visant à rendre impraticable la négociation au niveau de l'entreprise. Mais « quantité critique » insiste plutôt sur le fait que la plupart des Gilets jaunes sont pris dans des rapports de travail qui les tiennent fort éloignés de l'image classique de l'ouvrier d'usine syndiqué. Une partie des Gilets jaunes n'ont en effet jamais travaillé (chez les plus jeunes) et d'autres sont des pensionnés, autrement dit dépendent de l'État pour leur niveau de revenu. Parmi ceux qui sont en emploi, les salariés de TPE-PME sont bien souvent dans un rapport de proximité avec leurs employeurs dont ils connaissent les difficultés économiques. Enfin, et pour le dire d'un mot, l'essentiel du mouvement touche des travailleurs et travailleuses précaires, dont le statut de « salarié » ne va plus de soi, tant l'instabilité des contrats et les périodes de chômage se multiplient. Ce qui bien sûr fait écho aux analyses de Robert Castel sur la « désaffiliation » et les formes de « vulnérabilité » qu'elle entretient et produit<sup>29</sup>.

Sur toutes ces questions, il me semble que l'analyse que vous avez produite des transformations profondes du rapport des classes populaires à la politique offre un modèle d'interprétation assez solide, en insistant sur deux éléments cruciaux ici : d'un côté « des dynamiques de dispersion et de polarisation » en lien avec l'explosion du salariat précaire et de l'autre un processus de « reprotétarisation » lié au détricotage des protections sociales et à la désaffiliation<sup>30</sup>.

Les effets induits en termes d'organisation de la lutte collective sont considérables. La « politisation conflictuelle sur le lieu de travail »<sup>31</sup> perd de sa centralité au profit d'un déplacement de l'épicentre des luttes de l'atelier ou de l'usine à l'espace public, comme dans le cas d'espèce ce non-lieu qu'est le giratoire. Sorties de l'usine et de la grève, réticentes aux cadres syndicaux et à la manifestation ritualisée, c'est très logiquement que les contestations retrouvent le chemin de l'émeute, sous l'accolade de laquelle peut s'exprimer un rejet multiforme de toutes les élites et une forte passion égalitaire. Au fond, cela nous rapproche de l'idée défendue par Joshua Clover selon laquelle le temps d'un mouvement ouvrier structuré autour du recours à la grève et la manifestation de rue toucherait à sa fin au profit d'un retour de l'émeute, « l'émeute prime », produite du chômage de masse et de la désindustrialisation<sup>32</sup>.

---

## NOTES

1. Source : <https://printemps-jaune.fr/categorie/temoignages/>.
2. Plateforme de revendications en ligne créée en janvier 2019 par un groupe de Gilets jaunes. 1059 propositions en ont été extraites et synthétisées par une équipe du laboratoire Triangle (CNRS, UMR 5602) : <https://www.le-vrai-debat.fr/>.
3. Source : [https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20190430\\_Gilets.pdf](https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20190430_Gilets.pdf).
4. Claire Judde de Larivière et Julien Weisbein, « Dire et faire le commun », *Politix*, vol. n° 119, n°3, 21 décembre 2017, p. 7-30.

5. Jane J. Mansbridge (1983), *Beyond Adversary Democracy*, New edition., Chicago, University of Chicago Press.
6. « Les Gilets jaunes, l'économie morale et le pouvoir » (<https://samuelhayat.wordpress.com/2018/12/05/les-gilets-jaunes-leconomie-morale-et-le-pouvoir/>) et « Les Gilets jaunes et la question démocratique » (<https://samuelhayat.wordpress.com/2018/12/24/les-gilets-jaunes-et-la-question-democratique/>).
7. Camille Peugny (2014), *Le destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale*, Paris, Seuil.
8. Olivier Fillieule et Fabien Jobard (2016), *Un splendide isolement, La vie des idées* [En ligne] : <http://www.laviedesidees.fr/Un-splendide-isolement.html> (8 août 2017).
9. Une thèse que nous défendons dans Olivier Fillieule et Fabien Jobard, *Politiques du désordre. La police des manifestations en France*, Paris, le Seuil, à paraître en novembre 2020.
10. Sur cet instrument voir Olivier Fillieule, Thierry Rossier, « Devenir(s) militants : Proposition de méthode pour une exploration des conséquences biographiques de l'engagement des soixante-huitards français.e.s », *Revue française de science politique*, 69(4), 2019, p.631-683.
11. Cf. la photo indiquant la liste des professions et catégories professionnelles de l'Assemblée nationale.
12. On trouvera une revue de littérature dans « Emergence et développement des mouvements sociaux », in Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, La Découverte, 2009, p. 514-528.
13. Voir par exemple Colin Barker, Laurence Cox, John Krinsky, and Alf Gunvald (eds.), *Marxism and social movements*, Leiden and Boston, Brill, 2013.
14. Zeynep Tufekci et Deen Freelon, "Introduction to the Special Issue on New Media and Social Unrest", *American Behavioral Scientist*, 57 n°7, juillet 2013, p. 843 – 847.
15. Sur cette distinction et ce moment, voir Dominique Cardon et Fabien Granjon, *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.
16. Thierry Devars, *La politique en continu. Vers une « BFMisation » de la communication ?*, Paris, Les Petits Matins, 2015, et à propos des JT, Jérôme Berthaut, *La banlieue du « 20 heures »*. *Ethnographie d'un lieu commun journalistique*, Marseille, Agone, 2013.
17. Fabien Granjon, « Médias et mouvements sociaux » dans Olivier Fillieule, Lilian mathieu et Cécile Péchu, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2° édition revue, Paris, Presses de Sciences Po, 2020.
18. Michaël Voegtli, « "Quatre pattes oui, deux pattes, non !" " L'identité collective comme mode d'analyse des entreprises de mouvement social », dans Olivier Fillieule, Eric Agrikoliansky et Isabelle Sommier, *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 203-223 ; Muriel Surdez, Michaël Voegtli et Bernard Voutat, *Identifier - s'identifier. A propos des identités politiques*, Lausanne, Antipodes, 2009.
19. Particulièrement Nancy Fraser, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte, 2011.
20. Voir à ce sujet Hélène Combes, David Garibay et Camille Goirand (dir.), *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala, 2015 ; Marco Ancelovici, Pascale Dufour et Héloïse Nez (dir.), *Street Politics in the Age of Austerity. From the Indignados to Occupy*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2016.
21. Maurice Agulhon, *La sociabilité méridionale*, Publication des Annales de la Faculté des lettres d'Aix, série travaux et mémoires n° XXXVI, 1966, 2 vol.
22. Le mouvement « Nous voulons des coquelicots », créé en 2018, revendique l'interdiction des pesticides. Il a mis en ligne une pétition visant 4 millions de signatures, et appelle à des rassemblements mensuels devant les mairies.
23. On rappelle que l'échange entre S. Hayat et S. Monchatre a eu lieu le 1<sup>er</sup> novembre 2019.

24. Invité le 6 février 2019 au Grand entretien de Nicolas Demorand et Léa Salamé sur France Inter, Patrick Boucheron est interrogé sur les Gilets jaunes. Il dénonce le « abus de pouvoir » des intellectuels venus à la radio « vendre leur petite came, soit identitaire soit insurrectionnelle ».
25. Yann Lelann, « Le mouvement des “gilets jaunes” est avant tout une demande de revalorisation du travail », *Le Monde*, 24.12.2018.
26. Voir le portrait de Nadia : <https://printemps-jaune.fr/sous-les-gilets-la-vie-nadia-les-gilets-jaunes-cest-notre-mouvement-a-nous/>.
27. Voir l'exemple du portrait de Gizela : <https://printemps-jaune.fr/sous-les-gilets-la-vie-gizela-gilet-jaune-contre-l'exploitation-et-pour-un-avenir-meilleur/>.
28. Source : <https://www.mediapart.fr/journal/france/220519/salaires-comment-les-gilets-jaunes-ont-court-circuite-les-negociations-collectives?onglet=full>.
29. Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.
30. Sophie Bérout, Paul Bouffartigue, Henri Eklert et Denis Merklen, *En quête des classes populaires, un essai politique*, Paris, La dispute, 2016.
31. Gourgues, G., & Quijoux, “ Syndicalisme et gilets jaunes”, in *Laviedesidees.fr*. 2018. Consulté 18 May 2020, à l'adresse <https://laviedesidees.fr/Syndicalisme-et-gilets-jaunes.html>.
32. Joshua Clover, *L'Émeute prime. La nouvelle ère des soulèvements*, Senonevero, Entremonde, 2018.

## RÉSUMÉS

Le mouvement dit des « gilets jaunes », à bien des égards énigmatique, a nourri de nombreux débats d'interprétation, tant du côté du champ politique et médiatique, que scientifique. Sociologues du travail et des mouvements sociaux ont été particulièrement interpellés par cette mobilisation : les premiers, en particulier quant à l'absence apparente des enjeux du travail et de l'interlocuteur patronal ; les seconds, notamment à propos de son orientation consensualiste et de son refus de se désigner des représentants. Et pour tous les chercheurs il a posé à nouveau frais les questions classiques de leurs modes d'engagement dans l'appréhension d'un conflit social, et du moment pertinent de la publicisation de leurs interprétations. Trois chercheurs, spécialistes du travail et des conflits sociaux et qui ont étudié ce mouvement, en débattent.

The so-called Yellow Jackets movement – enigmatic in many ways – has been a topic of numerous political, media and sociological interpretations. Sociologists with an interest in work matters and/or social movements have been particularly intrigued by this movement, notably by the ostensible disinterest in work issues and absence of employer interaction. From a labour movement perspective, the consensualist orientation and activists' refusal to designate representatives have also been interesting. All researchers are having to ask themselves again age-old questions about how they engage with social conflict and when it is suitable for them to publicise their interpretations. Three researchers, specialists in labour and in social conflicts, have studied the movement and debate it in this article.

El movimiento llamado los “chalecos amarillos”, en muchos sentidos enigmático, ha sustentado numerosos debates de interpretación, tanto del lado del ámbito político y mediático como del científico. Sociólogos del trabajo y movimientos sociales han sido especialmente interpelados por esta movilización: los primeros, en particular en cuanto a la ausencia aparente de las cuestiones

del trabajo y del interlocutor patronal; los segundos, sobre todo con respecto a su orientación consensualista y de su rechazo a designarse representantes. Y para todos los investigadores ha planteado un nuevo aire en las cuestiones clásicas de sus modos de comprometerse con la comprensión de un conflicto social, y del momento pertinente de la publicización de sus interpretaciones. Tres investigadores, especialistas del trabajo y de los conflictos sociales y que han estudiado este movimiento, lo debaten.

## INDEX

**Palabras claves :** chaleos amarillos, movimiento social, conflicto social, movilización colectiva, representación política, sindicalismo

**Keywords :** Yellow jackets, social movement, social conflict, collective mobilization, political representation, unionism

**Mots-clés :** Gilets jaunes, mouvement social, conflit social, mobilisation collective, représentation politique, syndicalisme

## AUTEURS

### OLIVIER FILLIEULE

Professeur, Faculté des sciences sociales et politiques, membre du Centre de recherche sur l'action politique de l'UNIL (CRAPUL), Université de Lausanne

### SAMUEL HAYAT

Chargé de recherche (CNRS), Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS), Université de Lille

### SYLVIE MONCHATRE

Enseignante-chercheure, Institut d'Etudes du Travail de Lyon, Centre Max Weber, Université de Lyon 2